

Arrêté n° 25 PR du 16 janvier 2017 relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques

Paru in extenso au journal officiel n°5 NS du 16/01/2017 à la page 40 dans la partie Présidence

Version en vigueur au 07/04/2017

Le Président de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions,

Arrête :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 146 PR du 28 février 2017*

Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques, exerce, sous l'autorité du Président de la Polynésie française, les missions qui lui sont confiées par le conseil des ministres.

Conformément à l'article 73 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, il assure l'intérim du Président de la Polynésie française en cas d'absence et d'empêchement.

Il prépare et met en œuvre la politique décidée par le gouvernement dans le domaine du développement de la relance économique et de la reconversion économique.

Il est chargé de présenter au conseil des ministres la réglementation dans les domaines du droit commercial, du droit des assurances, du droit de la consommation et du droit de la propriété industrielle.

Il présente au conseil des ministres les projets relatifs aux prix.

Il propose et met en œuvre la politique budgétaire et des finances publiques.

Il prépare les projets de budget et en surveille l'exécution.

Il coordonne la présentation et le suivi des politiques publiques ainsi que des plans de développement économiques et sociaux.

Il assure le suivi des partenariats financiers ainsi que de la situation financière des établissements publics des sociétés de droit privé et organismes liés au pays ainsi que des régimes sociaux.

Il coordonne les travaux relatifs au contrat de projets relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française.

Il propose et met en œuvre la politique décidée par le gouvernement en matière de réforme fiscale dans le double but d'assurer le financement des dépenses publiques et le développement harmonieux de l'économie.

Il prend les actes, quel qu'en soit leur nature ou leur montant, intéressant le Président de la Polynésie française.

Il prend les actes pouvant concerner le Président de la Polynésie française au titre de son mandat de maire de la commune de Pirae quel qu'en soit le montant.

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 276 PR du 3 avril 2017*

Pour l'exercice de ses attributions, il a autorité sur les services suivants :

- la direction du budget et des finances ;
- la direction des impôts et des contributions publiques ;
- la direction régionale des douanes en Polynésie française ;
- la direction générale des affaires économiques ;
- la délégation polynésienne aux investissements.

Il dispose de la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques en tant que de besoin et avec l'accord du ministre responsable.

Il fait appel, en tant que de besoin, sous couvert des ministres responsables, aux autres services du pays.

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 146 PR du 28 février 2017*

Il reçoit délégation de pouvoir pour la gestion des affaires suivantes :

A - Au titre de l'économie :

- les actes relatifs aux amendes administratives en matière économique et à la sanction administrative de taxation à la baisse ;
- gestion des fonds de péréquation et du Fonds de régulation des hydrocarbures ;
- homologation des prix ;
- la procédure d'appel d'offres relative à l'importation des produits de première nécessité, et attribution des marchés correspondants ;
- gestion des fonds de stabilisation des produits de première nécessité ;
- conventionnement d'agrément des établissements touristiques et de restauration avec le contreseing du ministre en charge du tourisme ;
- gestion des aides à l'investissement des ménages ;
- les travaux des commissions administratives dont le secrétariat est assuré par la direction générale des affaires économiques ;
- signature des cartes professionnelles de démarchage à domicile ;
- tous les actes relatifs à la propriété industrielle, y compris ceux relatifs aux procédures de reconnaissance et d'extension ;
- les actes relatifs aux sanctions administratives prévues par la loi du pays n° 2016-28 du 11 août 2016 relative à la protection des consommateurs.

B - Au titre du commerce extérieur :

- délivrance des licences d'exportation et d'importation autres que celles relatives aux perles d'eau douce ;
- l'ouverture de quotas saisonniers d'importation de fruits et légumes frais ;
- répartition des quotas d'importation.

C - Au titre des petites et moyennes entreprises :

- approbation des conventions relatives aux aides pour le développement des entreprises et des métiers ;
- décisions d'attribution d'aides à la création et au développement en faveur des entreprises individuelles ;
- agrément des entreprises de production et de transformation dans le cadre de la mise en œuvre de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 modifiée portant suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place au bénéfice des seules personnes physiques ;
- décisions d'attribution d'aides à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) au bénéfice des seules personnes physiques ;
- décisions d'attribution des aides au commerce de proximité en faveur des seules personnes physiques.

D - Au titre de la promotion des investissements :

- application de la réglementation relative aux investissements étrangers en Polynésie française ;
- avis de la Polynésie française concernant les demandes au bénéfice de la défiscalisation métropolitaine applicable aux projets d'investissements réalisés en outre-mer ;
- organisation et suivi des demandes d'aide au titre du Fonds de restructuration de la défense (FRED) et du Fonds de développement des petites et moyennes entreprises (FDPMI), pour le compte de la Polynésie française.

E - Au titre des affaires administratives :

- décisions relatives à la fonction d'agent spécial d'assurance ;
- décisions relatives à l'exercice de la profession d'agent immobilier ;
- décisions relatives aux licences de débit de boissons ;
- décisions relatives aux horaires dérogatoires d'ouverture des débits de boissons ;
- autorisations d'organisations des loteries ;
- report unique de date de tirage des loteries définies à l'alinéa précédent ;
- décisions relatives aux fondations ;
- décisions relatives à l'exercice de la profession d'agent d'affaires ;
- autorisations d'absence des notaires ;
- actes préparatoires à la création des charges, à la nomination des officiers publics et des officiers ministériels prévus ;
- aux articles 9 et 10 de la délibération n° 92-122 AT du 20 août 1992 modifiée fixant le statut des huissiers de

justice et des clercs assermentés en Polynésie française ;

- aux articles 6, 23, 28 et 29 de la délibération n° 92-123 AT du 20 août 1992 portant application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;
- aux articles 2, 70, 75 et 79 de la délibération n° 99-54 du 22 avril 1999 modifiée portant refonte du statut du notariat en Polynésie française ;
- aux articles 6, 24 et 30 de la délibération n° 89-104 AT du 27 juillet 1989 portant application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles.

F - Au titre du budget :

- préparation et modifications du budget et des comptes spéciaux de la Polynésie française ;
- coordonne les travaux et élabore le rapport du gouvernement préalable au débat d'orientation budgétaire.

G - Au titre des finances et de la fiscalité :

1° Au titre des finances et de la comptabilité :

- exécution du budget et des comptes spéciaux de la Polynésie française ;
- élaboration des comptes administratifs ;
- désignation des vérificateurs de caisse ;
- nomination des régisseurs de recettes et des régisseurs des caisses d'avances ;
- virements de crédits de fonctionnement d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- délivrance des autorisations d'engagement ;
- délégation des crédits de paiement ;
- établissement et modification de la nomenclature des comptes de la Polynésie française et des instructions budgétaires et comptables ;
- gestion des emprunts auprès d'organismes bancaires et des émissions d'emprunts autorisés par le conseil des ministres et signature des actes et contrats correspondants ;
- mise en œuvre de l'article 12 de l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- élaboration et modification du programme d'émission de titres de créances (EMTN).

2° Au titre de la direction des impôts et des contributions publiques, pour l'ensemble des impôts, droits, taxes et redevances dont ce dernier assure l'assiette et le recouvrement :

a) Au titre de l'assiette :

- des décisions en matière de juridiction gracieuse, y compris les admissions en non-valeur sur demande présentée par les comptables publics ;
- des décisions en matière de juridiction contentieuse ;
- des décisions relatives à l'exonération de la taxe d'apprentissage ;
- du rendu exécutoire des rôles d'impôts directs et taxes assimilées ;
- de l'arrêté des bordereaux de liquidations relatifs aux impôts et taxes perçus sur liquidation ;
- de la fixation de la date de mise en recouvrement des rôles ;
- du pouvoir de décision prévu par l'article 433-6 du code des impôts, sans limitation ;
- du pouvoir de commenter ou d'interpréter la réglementation fiscale par voie d'instructions ou de circulaires publiées au Journal officiel de la Polynésie française.

b) Au titre du recouvrement :

- de rétablissement et du rendu exécutoire des avis de mises en recouvrement, mises en demeure et tous actes se rapportant aux mesures de sûreté et au recouvrement des impôts, droits, taxes et redevances perçus sur liquidation ;
- des décisions de remise gracieuse de majorations ou pénalités pour déclaration ou paiement tardif des droits, taxes et redevances dont le recouvrement est confié aux receveurs particuliers ;
- des décisions de mise en débet des receveurs particuliers ;
- des décisions de remise de débet, de décharge ou d'atténuation de responsabilité des receveurs particuliers.

3° Au titre de la recette particulière de l'enregistrement, des domaines et de la conservation des hypothèques, il prend les décisions en matière de :

- restitution des droits, taxes, produits domaniaux et amendes forfaitaires pour contravention au code de la route indûment perçus par suite de rectification d'erreurs matérielles en application de décisions judiciaires ou en

application de décisions administratives ;

- application et perception des droits de curatelle et de conservation des hypothèques au profit du budget ;
- mesures conservatoires et urgentes dont la saisie, l'opposition, la prise d'hypothèque ;
- remises sur amendes et pénalités ;
- rendu exécutoire des créances fiscales en matière d'enregistrement, de transcription et de frais hypothécaires.

4° Au titre des douanes :

- toutes les questions relatives à l'application du code des douanes ;
- décisions prévues par la délibération n° 98-149 APF du 10 septembre 1998 modifiée portant création et organisation du dédouanement dans le cadre du système Sofix ;
- décisions prévues par la loi du pays n° 2016-35 du 12 septembre 2016 portant création et organisation d'un système de dédouanement dématérialisé - Fenua Import Export (FENIX) en Polynésie française.

Art. 4

Sous réserve des pouvoirs délégués au ministre chargé de la fonction publique, il reçoit délégation de pouvoir pour la gestion des personnels placés sous son autorité.

Il prononce les avertissements et blâmes pris à l'encontre des personnels placés sous son autorité.

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 204 PR du 14 mars 2017*

Dans la limite de ses attributions, il reçoit délégation de pouvoir pour tous actes, décisions, pièces administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics passés en application de la réglementation applicable aux marchés publics de la Polynésie française.

Dans la limite de ses attributions, il reçoit délégation de pouvoir pour tous actes, décisions et pièces administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures et à l'exécution des délégations de service public en application des dispositions de la loi du pays n° 2009-21 du 7 décembre 2009 relative au cadre réglementaire des délégations de service public de la Polynésie française et de ses établissements publics.

Il reçoit délégation de pouvoir pour la conclusion et la signature de tous contrats, et notamment les marchés publics et délégations de service public, passés dans le cadre des attributions qui lui sont confiées par le présent arrêté.

Il reçoit délégation de pouvoir pour la conclusion et la signature des marchés publics et autres conventions interministériels intervenant dans les domaines suivants : transport aérien des agents de l'administration, assurance des véhicules de l'administration.

Art. 6

Dans le domaine de la gestion financière des crédits délégués à son ministère, il accomplit les actes suivants :

- désignation des agents chargés de la liquidation des recettes ;
- désignation des agents chargés de l'engagement et de la liquidation des dépenses.

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 131 PR du 22 février 2017*

Il reçoit délégation de pouvoir pour certifier, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire des actes qu'il émet en application des dispositions du présent arrêté.

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 146 PR du 28 février 2017*

Il présente au conseil des ministres toutes les questions relatives aux établissements et organismes suivants :

Etablissements publics administratifs :

- Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers ;
- Caisse de soutien des prix du coprah ;
- Institut de la statistique de la Polynésie française.

Etablissement public à caractère industriel et commercial :

- Tahiti Nui Aménagement et développement.

Société d'économie mixte :

- Banque SOCREDO ;
- Société de financement et de développement économique de la Polynésie.

Autre établissement ou organisme :

- Institut d'émission d'outre-mer.

Art. 9

L'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est abrogé.

Art. 10

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 janvier 2017.
Edouard FRITCH

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 25 PR du 16 janvier 2017](#), JOPF n° 5 NS du 16/01/2017 à la page 40
- [Arrêté n° 89 PR du 3 février 2017](#), JOPF n° 12 N du 10/02/2017 à la page 1739
- [Arrêté n° 90 PR du 3 février 2017](#), JOPF n° 12 N du 10/02/2017 à la page 1739
- [Arrêté n° 102 PR du 8 février 2017](#), JOPF n° 13 N du 14/02/2017 à la page 1840
- [Arrêté n° 131 PR du 22 février 2017](#), JOPF n° 17 N du 28/02/2017 à la page 2453
- [Arrêté n° 146 PR du 28 février 2017](#), JOPF n° 16 NS du 28/02/2017 à la page 705
- [Arrêté n° 139 PR du 23 février 2017](#), JOPF n° 18 N du 03/03/2017 à la page 2625
- [Arrêté n° 204 PR du 14 mars 2017](#), JOPF n° 23 N du 21/03/2017 à la page 3267
- [Arrêté n° 276 PR du 3 avril 2017](#), JOPF n° 28 N du 07/04/2017 à la page 4339